



Déclaration de Mobilité électrique Canada sur l'annonce de la stratégie automobile fédérale

Mobilité électrique Canada (MÉC) prend acte de [l'annonce du gouvernement fédéral](#) aujourd'hui, qui présente de nouvelles mesures visant à transformer le secteur canadien de la fabrication automobile. Bien que nous soyons déçus de la décision de mettre fin à la Norme sur la disponibilité des véhicules électriques, une politique conçue pour garantir à l'ensemble des Canadiens un accès à une offre prévisible de véhicules zéro émission, nous accueillons favorablement plusieurs éléments importants du plan gouvernemental.

Nous sommes prudemment optimistes quant à l'orientation des futurs règlements souverains sur les émissions de gaz à effet de serre et à l'engagement du gouvernement d'atteindre l'équivalent de **75 % de ventes de véhicules zéro émission d'ici 2035 et 90 % d'ici 2040**. « Il est essentiel d'atteindre ces cibles au moyen d'un engagement à long terme d'au moins dix ans, par l'entremise d'une norme de réglementation des émissions de GES du parc de véhicules, plutôt que par une norme fondée sur les émissions des véhicules individuels », affirme Daniel Breton, président et chef de la direction de MÉC. Des normes de GES robustes et exécutoires sont indispensables pour réduire les émissions du secteur des transports, et nous avons hâte de contribuer à l'élaboration d'une politique qui produira des résultats concrets.

Nous saluons la poursuite des investissements du gouvernement dans les **infrastructures de recharge**, qui sont essentielles pour accélérer l'adoption des véhicules électriques et donner aux Canadiens la confiance qu'un véhicule électrique peut répondre à leurs besoins de déplacement.

Nous accueillons favorablement le rétablissement d'un incitatif fédéral à l'achat de véhicules zéro émission, mais le plafond annoncé de 50 000 dollars pour la valeur finale de la transaction est trop restrictif et risque d'exclure de nombreux véhicules dont les Canadiens ont besoin, en particulier pour les familles, les résidents des régions rurales et les travailleurs des métiers qui ont besoin de véhicules plus grands. Bien que nous soyons heureux que cet incitatif soit offert aux Canadiens à compter du 16 février 2026, le fait de cibler uniquement les véhicules de plus petite taille limite le potentiel de réduction des émissions et pourrait nuire à l'atteinte des objectifs de réduction des GES du Canada.

Nous sommes encouragés par le fait que l'approche du gouvernement en matière de soutien à l'investissement semble s'étendre au-delà de l'assemblage des véhicules pour englober l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement automobile et de la mobilité électrique, y compris la fabrication de pièces, les batteries, les infrastructures de recharge, les minéraux critiques et les technologies intelligentes. Des mesures comme l'évolution proposée du cadre de remise tarifaire automobile semblent reconnaître l'importance de l'écosystème complet nécessaire pour réussir l'électrification à grande échelle.

MÉC continuera de travailler avec le gouvernement fédéral afin de renforcer ces mesures et de veiller à ce que le Canada demeure sur la bonne voie vers un avenir du transport plus propre et plus compétitif.

